

Appel de « Politis » : un flou problématique

dimanche 28 décembre 2008, par [JOHSUA Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 25 décembre 2008).

« Rouge » avait fait état des raisons pour lesquelles la LCR n'avait pas signé le premier appel de « Politis » [1]. L'hebdomadaire publie un nouvel appel, centré sur les échéances électorales européennes.

Est-ce le souhait de ne fâcher personne ? On est saisi par le flou et la modération des bases avancées, qui tranche singulièrement avec le passé. Certes, l'appel de Politis dénonce le traité de Lisbonne. Mais l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) n'est plus exigée. Plus généralement, aucun retour sur les autres traités libéraux fondamentaux n'est plus envisagé. Comment, dans ces conditions, aboutir à « *une réorientation globale des choix économiques et sociaux porteuse d'une plus grande efficacité au service des besoins humains* » ? Comment même aboutir « *avec une harmonisation des droits par le haut, favorisant une meilleure répartition des richesses, [à] des services publics développés et démocratisés* » ?

Évidemment, c'est impossible dans le cadre actuel, et ceci faisait consensus dans le mouvement antilibéral. Il faut sortir de ces traités. Sans pour autant « sortir de l'Europe », puisqu'il convient de rejeter tout souverainisme (même à ce propos, les formules manquent singulièrement de fermeté). La seule issue démocratique pour y aboutir est la convocation d'une Constituante. Thème que l'appel n'évoque pas, même de loin, se contentant de demander timidement « *des pouvoirs aux peuples pour leur permettre d'être souverains* ».

Dans le même flou, sur le plan international, ne sont évoqués que des « *changements des institutions et des traités internationaux* ». Oubliés la sortie de l'Otan, le retrait de toutes les troupes de pays européens d'Irak ou d'Afghanistan ? Dans ces conditions, l'absence de demande de sortie du nucléaire ne surprend pas. On reste aussi malheureusement dans le flou sur la question de l'immigration. Il est demandé « *une égalité des droits pour les résidents dans l'Union européenne* ». Laquelle précisément ? La régularisation sans condition de tous les sans-papiers ? La liberté de circulation des êtres humains comme il en va pour les capitaux ?

L'appel demande « *un projet nous libérant d'une logique capitaliste* », comme si on pouvait se débarrasser de la « logique » sans en éliminer la cause, le capitalisme lui-même. On demande « *l'instauration d'un bouclier social* ». Ce serait un pas important si on en précisait le contenu, lequel ne peut pas passer à côté de l'interdiction des licenciements, par exemple. Surtout, les moyens d'y parvenir font cruellement défaut.

On ne dit rien sur la centralisation nécessaire du crédit au sein d'une seule institution publique européenne. Et, c'est peut-être l'essentiel, rien sur le fait que, sans le contrôle populaire, sans enlever le pouvoir aux actionnaires, sans la remise en cause de la grande propriété privée, rien de ce qui est avancé n'est réellement possible. En ce sens, l'appel de *Politis* vit dans le passé, sans prendre la mesure exacte de la gravité de la crise du capitalisme. Au final, on ne peut qu'être franchement étonné du contenu d'un appel tellement décalé au regard des nécessités de l'heure.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2280, 25/12/2008.

Notes

[1] Voir [Réponse de la LCR aux initiateurs d'un appel publié dans « Politis »...](#)